



« Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. »

L'industriel américain Henri Ford

Dettes : qu'en pensent les candidats ?

Attac a envoyé un questionnaire sur la dette à tous les candidats (sauf au FN).
Leurs réponses et leurs non-réponses.

Jean-Luc Mélenchon (PG)



« Exproprier les banques sans indemnité ni rachat et les faire fusionner dans une banque centrale unique contrôlée par la population. »

Philippe Poutou (NPA)



« Annuler totalement ou partiellement les dettes publiques et certaines dettes privées. »

Nathalie Arthaud (LO)



Mener un « examen populaire et citoyen » de la dette, aboutissant à la répudiation de la « dette illégitime ».

Collectif Décroissance



« Mettre en place un audit public de la dette, et en tirer toutes les conclusions qui s'imposeraient à nous à la lumière de cet audit. »

Eva Joly (EELV)



Isoler les 20 points de dette dont la responsabilité revient au secteur financier et « les faire rembourser progressivement au moyen de différentes taxes ». »

Nicolas Sarkozy (UMP)



Rassurer les marchés, sauver le triple A. Et poursuivre les fraudeurs à la Caf plutôt que les spéculateurs.

François Hollande (PS)



Pas d'audit de la dette prévu. Mais un plan d'économies pour « ramener le déficit français à 3 % dès 2013 »... en « donnant du sens à la rigueur ».

François Bayrou (Modem)



Graver l'austérité dans le marbre de la Constitution : « J'ai été le premier défenseur de la règle d'or. »

Contre la dette, que faire ?

Annulation, inflation, confiscation, etc., on a passé en revue une poignée de « solutions » – qui ont existé et existent toujours. On en a négligé d'autres : les impôts (sur le revenu, sur les sociétés, sur l'héritage), la nationalisation du crédit, la dévaluation, etc.

Mais c'est que, au fond, là n'est pas l'essentiel : le problème, aujourd'hui, ne réside pas dans la technique financière. La vraie question est ailleurs : quelles forces sociales sont assez fortes pour s'opposer aux banquiers, à leurs médias, à leurs économistes de garde ? Que faire ? Par où commencer ?

1. Dans les têtes

C'est la première bataille à mener : celle des idées. En diffusant cette contre-information, et d'autres, parmi nos amis, nos collègues, nos copains. En rejoignant les comités locaux pour un audit citoyen de la dette (cf. le site www.audit-citoyen.org). Pour que, dans les têtes, ne règne pas le fatalisme du « il-n'y-a-pas-d'alternative-à-la-rigueur ». Pour lever la chape de

plomb de la résignation. Pour rouvrir le champ des possibles économiques. Pour rendre le pouvoir à l'imagination politique.

2. Dans les rues

Pas besoin d'être prophète : les plans d'austérité vont se traduire, très bientôt, par une batterie de mesures anti-populaires – sur les retraites, le Smic, etc. Des cortèges de manifestants vont de nouveau parcourir nos rues. Qu'on fasse qu'ils soient nombreux, qu'ils soient combattifs, qu'ils soient portés par la colère – mais aussi par une espérance : d'autres voies sont possibles, il faut les imposer.

Comme l'ont démontré les citoyens islandais qui, devant leur Parlement, ont refusé les classiques « réformes structurelles » pour leur préférer un cocktail de défaut, de dévaluation et d'inflation. Le taux de chômage, en Islande, est retombé aux alentours de 7 %. Contre plus du double en Irlande – qui ne se révolte pas, elle, et qui applique les médecines (dures aux peuples

et douces aux marchés) de la Commission européenne et du Fonds monétaire international, et qui paie la dette faramineuse laissée par ses banques en faillite. Alors, que préférons-nous ? L'Islande ou l'Irlande ?

3. Dans les urnes

De bons scores à une élection, voire une victoire, ne suffisent jamais. Ils participent néanmoins du rapport de forces dans le pays. Alors, avant de glisser son bulletin dans l'urne, cette question doit nous tarauder : que disent les candidats sur la dette ? Veulent-ils rassurer les marchés ou contrer les puissances de l'argent ?

Notre obstacle, aujourd'hui, se situe là : pas dans la mécanique monétaire – mais dans la fragilité de nos forces, dans notre désorganisation, dans nos volontés languissantes. Alors, citoyens, occupons les esprits, les rues, les places, les urnes !



Le journal Fakir n'existe que grâce à vous.

Sans vous, on ne peut rien. Avec vous, on peut beaucoup.
Et c'est pour ça qu'à la fin, c'est nous qu'on va gagner !

Pour commander ce quatre pages ou pour vous abonner au journal :

<p>Je commande ce 4 pages</p> <p>- Nous ne paierons pas leurs dettes - pour le diffuser partout au tour de moi (dans mon entreprise, mon syndicat, mon voisinage, dans les manif, etc.)</p> <p>10 exemplaires : 4 € 50 exemplaires : 12 € 100 exemplaires : 19 € 200 exemplaires : 28 € 1000 exemplaires : 80 €</p>	<p>Journal Fakir</p> <p>8, rue de la Motte</p> <p>80000 Amiens</p>
<p>Je m'abonne à cette fleur de la pensée qu'est Fakir (pour 10 numéros soit près de 2 ans)</p> <p>Abonnement simple : 21 € Abonnement double : 35 € Abonnement quadruple : 49 € Abonnement sextuple : 63 €</p>	<p>Vos coordonnées :</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Envoyer un chèque à l'ordre de Fakir - 8, rue de la Motte - 80000 Amiens. Pour nous contacter : 03 60 10 60 15 ou contact_fakir@attac.org</p>

Directeur de publication : Fabian Lemaire. Siège social : 30, rue des Archers 80000 Amiens. Dépôt légal : à parution.
tirage : 40 000 exemplaires. Prix : 0,50 euros. ISSN : 1214-6797-0. Imprimerie : IPS à Fouilly (80)



Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est une association indépendante des partis et des syndicats, fondée en 1998 pour « désarmer les marchés » avec des mesures considérées à l'époque comme « farfelues », telle la taxe Tobin, aujourd'hui prônée par tous (sans être encore appliquée nulle part...).

Les crises et débats financiers montrent qu'il est plus que jamais nécessaire de mettre au pas la finance et de réinventer la démocratie. Et qu'aucun changement n'est possible... sans un rapport de force pour l'imposer !

Pour cela, Attac se mobilise en France, dans de nombreuses villes (avec 10 000 adhérents dans plus de 150 comités locaux), mais aussi en Europe et dans le monde (via le réseau international d'Attac dans 34 pays).

Rejoignez notre lutte en adhérant – sur le site www.france.attac.org ou en envoyant un chèque (de 21 euros minimum) à Attac, Service adhésions, 60732 Sainte-Geneviève Cedex. Coordonnées postales : 21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris. Tél. 01 56 06 43 60. E-mail : attacfr@attac.org